

[Text]

- 22. *White Paper*, pp. 65-66.
- 23. See *Proceedings*, Issue 9, December 12, 1991, pp. 9:12-14, 9:15, 9:20.
- 24. *Ibid.*, p. 9:27.
- 25. Testimony of Professor Kenneth Kernaghan, *Proceedings*, Issue 24, p. 24:14.
- 26. *Ibid.*, p. 24:6.
- 27. Testimony of Margaret Catley-Carlson in *Proceedings*, Issue 15, February 26, 1992, p. 15:26.

The Deputy Chairman: Now, we will begin the second meeting now.

The Public Service Alliance, having given its consent to this committee yesterday evening, had the day off service to attend this evening. The Clerk has received today the response of the Privy Council Office, Public Service, to a question asked of Mr. John Edwards when the President of the Treasury Board and Mr. Edwards appeared before the Committee on Bill C-26, on Wednesday, December 9, 1992. The Clerk will distribute the response to all members. I wonder if I might have a motion to amend the agenda to this day's proceedings.

Some Hon. Senators: So moved.

Some Hon. Senators: Agreed.

The Deputy Chairman: This is the final meeting of the Committee to examine Bill C-26, An Act to amend the Public Service Employment Act, the Public Service Staff Relations Act and other Acts in relation to the public service of Canada. This Bill was referred to this Committee on December 4, 1992.

We have as our first witness tonight the Canadian Union of Professional and Technical Employees represented by Mr. Luc Pomerleau, President, and Mr. Michel Dubois, President, translators, interpreters and terminologists group.

M. Luc Pomerleau, président, et M. Michel Dubois, président également, du Groupe des traducteurs, interprètes et terminologues.

I understand that you have a prepared statement. The floor is yours.

M. Luc Pomerleau, président, Syndicat canadien des employés, professionnels et techniques: Monsieur le président, nous vous remercions d'avoir accepté d'entendre nos commentaires sur ce projet de loi qui, vraisemblablement, contribuera au maintien de l'excellence dans la fonction publique fédérale de nos jours.

[Traduction]

- 22. *Livre blanc*, p. 74-75.
- 23. Voir *Délibérations*, fascicule n° 9, 12 décembre 1991, p. 9:12-14, 9:15 et 9:20.
- 24. *Ibid.*, p. 9:27.
- 25. Témoignage du professeur Kenneth Kernaghan, *Délibérations*, fascicule n° 24, p. 24:14.
- 26. *Ibid.*, p. 24:6.
- 27. Témoignage de Margaret Catley-Carlson dans *Délibérations*, fascicule n° 15, 26 février 1991, p. 15:26.

Les vice-présidents Sénateurs, nous allons maintenant commencer la deuxième séance.

L'Alliance de la fonction publique, qui a témoigné devant le comité hier soir, ne peut assister à la séance de ce soir. Le comité a reçu aujourd'hui la réponse du Bureau du Conseil privé, Service public, aux questions posées à M. John Edwards lorsque le président du Conseil du Trésor et M. Edwards ont témoigné devant le comité sur le projet de loi C-26 le mardi 9 décembre 1992. Le procès-distribuer la réponse à tous les membres du comité. Je me demande si nous pouvons procéder au prochain point que notre réponse soit distribuée au comité. Je propose d'ajouter à l'ordre du jour.

Des voix: La motion est proposée.

Des voix: D'accord.

Le vice-président: C'est le moment où nous le comité se réunit pour discuter le projet de loi C-26. Les membres du Comité du Trésor et de la fonction publique, et les autres ministres de la fonction publique et d'autres personnes qui ont été nommés à l'investigation publique fédérale. Ce projet de loi a été adopté par le comité le 4 décembre 1992.

Nous avons comme premier témoin ce soir le Syndicat canadien des employés, professionnels et techniques représenté par M. Luc Pomerleau, président, et M. Michel Dubois, président du Groupe des traducteurs, interprètes et terminologues.

M. Luc Pomerleau, président, et M. Michel Dubois, président également, du Groupe des traducteurs, interprètes et terminologues.

Je crois savoir que vous avez préparé un exposé. La parole est à vous.

M. Luc Pomerleau, Président, Canadian Union of Professional and Technical Employees: M. Chairman, we thank you for having agreed to hear our comments on a bill that will, in all likelihood, ensure labour relations within the federal public service for a whole generation.